



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Normandie**

**Unité bi-départementale**

**Calvados – Manche**

1 Rue du Recteur Daure

CS 60 040 – 14 006 Caen cedex 1

[www.normandie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr)

Caen, le 04/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS**

Rue des Hauts Vents

14320 FEUGUEROLLES BULLY

Références : ERASS-2022-14-326

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS implanté Rue des Hauts Vents 14320 FEUGUEROLLES BULLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES MATERIAUX CAENNAIS
- Rue des Hauts Vents 14320 FEUGUEROLLES BULLY
- Code AIOT dans GUN : 0005303520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière, exploitée sur la commune de Feugueroles-Bully, n'a plus d'activité d'extraction et est actuellement en phase de remise en état.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- stockage de déchets d'extraction,
- modalités d'acceptation des déchets inertes externes,
- surveillance des eaux souterraines,
- transmission des rapports de surveillance environnementale,
- bassins de décantation et bassin des eaux incendies.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|--|--|---|
| pollution des sols et des eaux - débit du pompage de rabattement – suivi | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.2 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| remblayage par des déchets inertes externes - procédure d'acceptation    | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3    | /  | Lettre de suite préfectorale  |

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|--|--|---|
| remblayage par des déchets inertes externes - aire de dépôt                  | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.4 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| remblayage par des déchets inertes externes - consigne en cas de refus       | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| remblayage par des déchets inertes externes - récapitulatif des refus        | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| remblayage par des déchets inertes externes - registre                       | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.6 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - plan topographique des zones de remblayag   | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 25   | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - abandon des ouvrages de suivi               | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - cote minimale de remblayage                 | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 23   | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eauxv - esquisse piézométrique                     | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - bilan annuel – surveillance des eaux souter | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - synthèse quadriennale                       | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux-information en cas d'évolution défavorable    | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - vanne de sectionnement                      | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - bassins de collecte                         | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - bilan de surveillance des rejets            | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3 | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - comité local d'information                  | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 45   | /  | Lettre de suite préfectorale  |
| pollution des sols et des eaux - stationnement et ravitaillement des engins  | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.1 | /  | Lettre de suite préfectorale  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | /  | Sans objet        |
| remblayage par des déchets inertes externes - petites livraisons          | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.2         | /  | Sans objet        |
| pollution des sols et des eaux - surveillance des eaux souterraines       | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5         | /  | Sans objet        |
| pollution des sols et des eaux - entretien                                | Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.4         | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection du 30 juin 2022 a permis d'examiner les modalités d'acceptation des déchets inertes externes provenant de petits chantiers. L'exploitant devra compléter son référentiel documentaire (procédure d'acceptation préalable, consigne de refus).

Le remblayage à l'aide de déchets d'enrobés bitumineux n'étant pas autorisé, une vigilance renforcée est attendue lors du contrôle en entrée de site, de sorte à ne plus retrouver dans les zones de remblai des morceaux d'enrobés en mélange avec les déchets autorisés.

Les travaux d'entretien des bassins (décantation avant rejet, des eaux incendie) devront être réalisés rapidement. Une réflexion plus générale sur l'organisation en cas d'incendie du parc de stockage des pneumatiques, intégrant la manœuvre de la vanne de sectionnement du bassin des eaux incendie, devra être initiée.

Enfin, plusieurs bilans périodiques portant sur la surveillance ne sont pas transmis et devront l'être. De même le comité local d'information devra être constitué et réuni avant fin 2022.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>On entend par zone de stockage :<br>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> Le site est en cours de remise en état. Lorsqu'il a intégré le groupe EUROVIA, le site avait connu un important glissement de terrain rendant toute exploitation impossible. La remise en état est réalisée à l'aide de déchets inertes externes uniquement ; selon l'exploitant aucun stérile de découverte n'est stocké sur site.<br>Les inspecteurs n'ont effectivement pas constaté la présence de stocks de stériles.  |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - débit du pompage de rabattement – suivi

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, débit du pompage de rabattement – suivi mensuel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le pompage est autorisé pour un débit maximum de 13 m <sup>3</sup> /h. En cas d'ennui ponctuel du fond de la carrière, ce débit pourra toutefois être révisé à la hausse après accord de l'inspection des installations classées.  |
| <b>Constats :</b> Constats<br><br>Suite à l'inspection réalisée en 2019, la pompe a été équipée d'un volucompteur. Le volume est relevé tous les mois et le résultat porté dans un registre (qui n'a pas été consulté).<br>En réponse à l'inspection de 2019, l'exploitant avait précisé « que le moteur de la pompe allait être équipé d'un variateur de vitesse. Ceci afin de respecter le débit de 13 m <sup>3</sup> /h. »<br>Le moteur de pompe n'a pas été bridé pour respecter automatiquement le débit maximum autorisé. La pompe ne fonctionne pas en permanence, ce qui était le cas le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué que l'opérateur contrôle que le débit maximum est respecté à l'aide d'un chronomètre et de l'indication du volucompteur. Il peut jouer sur le débit en sortie à l'aide d'une vanne.<br>L'exploitant doit justifier pourquoi son engagement d'équiper la pompe d'un variateur a finalement été abandonné au profit d'une méthode jugée moins fiable et moins précise.<br><br>L'exploitant a signalé que le puits n'était actuellement plus fonctionnel suite à un colmatage (oxyde de fer). Il projette de rehausser le puits actuel pour disposer d'une colonne d'eau plus haute et moins sensible aux colmatages. Les travaux sont prévus avant fin 2022 mais dépendent des quantités de déchets inertes et de pneus réceptionnés. En effet, le comblement (+ 4 m environ) de la dépression située à proximité du puits est un préalable. Or, l'article 32.2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2017 impose que le pompage soit réalisé dans un puits.<br>L'exploitant doit rétablir l'usage du puits central pour le pompage de rabattement dans les meilleurs délais. S'il excède 2 mois, le délai nécessaire sera solidement justifié. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - procédure d'acceptation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, procédure d'acceptation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.   |
| <b>Constats :</b> Les inspecteurs ont consulté la procédure intitulée « accueil des déchets inertes en vue du remblayage de la carrière de Feugeurolles-Bully (version de mai 2022) ».<br><br>La procédure précise que les lots de déchet de plus de 1000 t font l'objet d'une demande d'acceptation préalable à l'aide du formulaire de déclaration d'acceptation préalable figurant en annexe de la procédure et d'une analyse systématique des paramètres chimiques. Ce point n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.<br>L'exploitant a indiqué que les lots de plus de 500 t font l'objet de la même démarche hormis les analyses. Les inspecteurs ont relevé que la procédure ne précisait pas les modalités d'acceptation des déchets inertes pour les lots de déchets inférieurs à 1000t, qu'ils fassent plus ou moins de 500 t.<br>Les inspecteurs ont noté que la procédure prévoit la possibilité d'accueillir les déchets d'enrobés bitumeux alors que l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2017 l'interdit. L'exploitant a indiqué que des lots de croûtes d'enrobés peuvent être admis sur le site mais qu'ils rejoignent la station de tri / transit également exploitée.<br>L'exploitant doit mettre en cohérence ses pratiques et la procédure d'acceptation pour les lots inférieurs à 1000 t et corriger la procédure en y faisant figurer que les déchets autorisés.<br>L'exploitant doit distinguer, dans son référentiel et ses pratiques, son activité de remblayage au moyen de déchets non dangereux inertes et son activité déclarative (2517) de station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - petites livraisons

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, petites livraisons / livraisons occasionnelles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que pour les petits lots (artisans) un bon de réception est généré au pont bascule. Le bon contient l'ensemble des informations réglementaires (AM 12 décembre 2014) nécessaire au registre.  |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - aire de dépôt

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, aire de dépôt des déchets inertes externe  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m°. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que plusieurs aires de déchargement existaient sur le site.<br><br>Les inspecteurs se sont rendu sur l'une d'entre elle ; aucune benne n'y était présente. L'exploitant a précisé que les déchets interdits éventuellement identifiés par l'opérateur chargé de pousser les déchets dans la verse les collectaient et les transportaient jusqu'à une benne tout-venants située à proximité des bassins. Les inspecteurs ont effectivement observé la présence de cette benne, quasiment vide le jour de l'inspection.<br>Par ailleurs, les inspecteurs ont noté la présence de morceaux de déchets d'enrobés à plusieurs endroits du site, notamment dans la zone qui sera sous le niveau haut de la nappe en fin de remise en état. L'exploitant a confirmé accepter des déchets d'enrobés pour consolider les pistes en hiver. Il a affirmé que les enrobés étaient retirés lorsque la piste n'est plus utilisée et a indiqué un tas de ces déchets constitué en haut de site, en prévision de l'hiver prochain.<br><br>L'exploitant ne doit plus accepter les déchets d'enrobés lorsqu'il s'agit de morceau de grande taille ou d'une quantité significative de petits morceaux. Les contrôles des chargements à l'admission et sur la plate-forme de déchargement doivent être renforcés pour retirer tous les morceaux d'enrobés visibles lors des contrôles. Le cas échéant le chargement doit être refusé et retourné au producteur.<br>Par ailleurs, l'exploitant ne doit plus utiliser une benne tout-venants pour collecter les déchets générés sur le site et doit mettre en place une collecte sélective conformément aux dispositions de l'article L 541-21 du Code de l'environnement et de ses textes d'application. |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - consigne en cas de refus

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consigne en cas de refus  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant rédige une consigne traitant des cas de refus de déchets. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.  |
| <b>Constats :</b> Des fiches d'écarts sont éditées en cas de refus. Chaque fiche peut être adressée au producteur du déchet, au client SMC et au transporteur (cases à cocher).<br>En parallèle un bon d'annulation est édité au pont bascule. (vu bon CO2AA0025026 du 17/05.2022 pour un chargement de 4,5t de plâtre qui a conduit au rechargement du camion.)<br>les inspecteurs ont observé la mention de 3 refus sur le registre d'entrée depuis le début de l'année.<br>Toutefois, les inspecteurs ont constaté qu'aucune consigne n'était disponible pour préciser les démarches à accomplir. De même, aucune disposition en ce sens ne figurait dans la procédure d'acceptation.<br>L'exploitant doit rédiger et mettre en œuvre une consigne traitant les refus de déchets, même s'ils sont rares. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - récapitulatif des refus

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, refus de livraison   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel<br>adressé en début de mois,  |
| <b>Constats :</b> Les inspecteurs ont relevé sur le registre d'acceptation des déchets inertes externes que 3 chargements avaient été refusés depuis le début de l'année, dont le dernier daté du 17 mai. Aucun récapitulatif n'a été adressé à l'inspection sur cette période.<br><br>L'exploitant doit adresser un récapitulatif périodique des refus de chargements. Considérant la périodicité de cette information inadaptée compte tenu du petit nombre de refus, il est convenu qu'elle peut être portée à 6 mois. L'article 27.5 sera modifié lors d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |



**Nom du point de contrôle :** remblayage par des déchets inertes externes - registre

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 27.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :<br>la date et l'heure de réception,<br>l'origine, la nature et la masse des déchets ;<br>la référence du document préalable ;<br>l'identité du transporteur,<br>le numéro d'immatriculation du véhicule ;<br>la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;<br>le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;<br>Le cas échéant, le motif de refus d'admission.   |
| <b>Constats :</b> Les inspecteurs ont consulté le registre et ont noté que l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 27.6 y figuraient, à l'exception de la référence permettant de localiser la zone de dépôt du chargement.<br><br>L'exploitant a précisé que le plan topographique édité chaque année permet, par différence entre deux années, de connaître les quantités de déchets déposés sur chaque zone du site. Les inspecteurs ont noté que cette pratique ne permet pas distinguer le lieu de dépôt d'un chargement en particulier par rapport à l'ensemble des déchets acceptés sur une même année.<br><br>L'exploitant doit compléter son registre pour faire apparaître de manière plus précise la zone où les déchets sont remblayés. |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - plan topographique des zones de remblayage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 25   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan topographique des zones de remblayage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.<br><br>Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé ci-après. Il permet également de localiser les zones où la technique pneusol a été mise en oeuvre.  |
| <b>Constats :</b> Un plan topographique daté de mars 2022 a été présenté.<br>*<br>L'exploitant a précisé que la localisation des zones où la technique PNEUSOL a été employée se déduit du plan à partir de la cote altimétrique.<br><br>Les inspecteurs ont constaté que le plan ne comporte aucun zonage. Cette pratique apparaît insuffisamment précise car elle ne permet pas de savoir dans quelle zone du site chaque chargement a été déposé.<br><br>L'exploitant doit définir sur le plan d'exploitation des zones où sont entreposés les différents matériaux. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - surveillance des eaux souterraines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les paramètres contrôlés sont :<br>3,4-dichloroaniline<br>3-methylaniline (m-toluidine)<br>O-Toluidine<br>Aniline totale<br>(...)  |
| <b>Constats :</b> Les rapports de surveillance des années 2019, 2020 et 2021 ont été présentés par l'exploitant.<br>Ils concluent tous par l'absence de composés contenant de l'aniline dans les échantillons analysés. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - abandon des ouvrages de suivi

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, abandon des ouvrages de suivi   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>tout ouvrage de suivi abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution   |
| <b>Constats :</b> L'ancien puits de pompage n'a pas pu être observé car il est à présent enterré dans le massif de déchets inertes.<br><br>Ce point avait fait l'objet d'une demande de fourniture des justificatifs du comblement suite à l'inspection du 13 mars 2019. L'exploitant y avait répondu le 17 juillet 2019 en indiquant « le précédent puits de pompage a été fermé dans les règles de l'art. Nous avons utilisé une plaque métallique afin d'assurer l'étanchéité du puits » Cette pratique ne constitue pas une technique appropriée pour garantir l'absence de transfert de pollution.<br><br>L'exploitant doit justifier que ce puits a été rebouché dans les règles de l'art pour garantir l'absence de transfert de pollution depuis le massif vers la nappe des eaux souterraines. Le cas échéant un comblement efficace devra être réalisé avant le 31 décembre 2022. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - cote minimale de remblayage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 23   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cote minimale de remblayage à l'aide de pneus   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'emploi de la technique Pneusol est interdit en dessous de la cote des plus hautes eaux déterminée par l'isopièze fournie en annexe 4.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a montré sur un exemple l'utilisation qu'il faisait des courbes isopièzes figurant en annexe de l'arrêté d'autorisation environnementale. En particulier, il a précisé qu'il rajoutait une marge sécuritaire de 2 m à la cote prescrite, ce qui est satisfaisant. De plus, l'avancement du remblayage sur le terrain s'effectuer de telle manière que le profil (limite remblais seuls / technique PNEUSOL) à suivre est visible depuis la tranche stabilisée précédemment.<br><br>Toutefois, les inspecteurs ont noté que la lecture des isopièzes reproduites dans l'arrêté était imprécise et qu'aucun document du référentiel d'exploitation (type consigne ou mode opératoire) n'était utilisé.<br><br>En outre, l'utilisation correcte des isopièzes constitue un élément essentiel pour garantir que les pneumatiques sont mis en œuvre au-dessus de la cote observée des plus hautes eaux souterraines. Les documents cartographiques qui en résultent doivent permettre de justifier aisément et sans ambiguïté le respect de ces dispositions.<br><br>L'exploitant doit compléter son référentiel d'exploitation pour intégrer les modalités d'utilisation des courbes isopièzes réglementaires et de restitution graphique des travaux réellement réalisés sous cette courbe théorique. Ces éléments de restitution seront utilement présentés lors des réunions du comité local d'information. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - esquisse piézométrique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, esquisse piézométrique   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement de la nappe à chaque campagne.   |
| <b>Constats :</b> Les inspecteurs ont consulté le suivi piézométrique figurant dans le rapport annuel de surveillance du site. Ils ont remarqué que seules les isopièzes 10 (+ 10 mNGF) et 40 figurent sur le plan, ce qui est insuffisant pour définir un sens d'écoulement exploitable.<br><br>L'exploitant doit analyser cette situation et, le cas échéant, compléter son réseau de suivi des niveaux piézométriques.<br><br>L'exploitant a par ailleurs indiqué que l'ouvrage PZC2 avait été déplacé.<br><br>L'exploitant doit adresser une mise à jour du plan annexé à l'arrêté du 7 décembre 2017 pour intégrer cette modification. L'ouvrage abandonné devra être rebouché. |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - bilan annuel –surveillance des eaux souter

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel –surveillance des eaux souterraines  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées sous forme d'un bilan annuel, également transmis au gestionnaire de l'usine de production d'eau potable de Louvigny, précisant au moins les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les dates et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;</li> <li>* le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;</li> <li>* la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;</li> <li>* la date de réception des échantillons par le laboratoire ;</li> <li>* s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;</li> <li>* les seuils de détection des analyses pour chaque paramètre, <ul style="list-style-type: none"> <li>» la date et la norme des analyses ;</li> <li>« les modalités de fonctionnement du pompage (durée, volumes...etc) au cours de l'année ;</li> </ul> </li> <li>* l'esquisse piézométrique interprétée pour chaque campagne.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b> Les bilans annuels des 3 dernières années ont été rapidement présentés par l'exploitant. En revanche, ils n'ont pas été transmis.<br/> L'exploitant doit transmettre chaque année et de préférence sous format numérique, à l'inspection des installations classées et au gestionnaire de l'usine de production d'eau potable de Louvigny, le bilan de la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>L'esquisse piézométrique doit permettre de justifier lors de chaque relevé des niveaux que les pneumatiques utilisés pour le remblayage se situent au-dessus des eaux souterraines. Or les inspecteurs ont noté qu'aucun lien n'était fait dans le bilan annuel entre l'esquisse et des zones où est employée la technique PNEUSOL.<br/> L'exploitant doit intégrer dans son interprétation des esquisses piézométriques les zones où des pneumatiques sont présents.</p>   |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - synthèse quadriennale

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, synthèse quadriennale surveillance des eaux souterraines   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> À l'issue de chaque période de surveillance quadriennale, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un bilan des mesures, accompagné de commentaires sur les évolutions observées. Ce bilan comprend les éléments justifiant du maintien des résultats dans l'enveloppe des hypothèses déterminées dans le dossier de demande d'autorisation</p>        |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu de préparer un bilan quinquennal et de l'envoyer avant la fin de l'année, ce qui n'est pas satisfaisant. Le premier bilan quadriennal aurait dû être adressé fin 2021.</p> <p>L'exploitant doit adresser, dans un délai de 2 mois, à l'inspection des installations classées le bilan de la première période de surveillance des eaux souterraines</p> |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux-information en cas d'évolution défavorable

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi de la qualité des ES – information en cas d'évolution défavorable  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et conformément éventuellement complétées par d'autres. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, la surveillance est renforcée. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas défini de critères permettant de qualifier une évolution significative d'un paramètre mesuré.<br>Les inspecteurs, en consultant le rapport de surveillance 2021 ont noté que les concentrations en sulfates avaient doublé au cours des 3 derniers prélèvements par rapport à la période précédente. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si cette évolution était significative ou non.<br><br>L'exploitant doit définir les critères permettant de qualifier une évolution comme significative.      |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - vanne de sectionnement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vanne de sectionnement bassin pf stockage pneumatiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La plateforme de stockage des pneumatiques dispose d'un bassin spécifique de décantation étanche équipé d'une vanne de sectionnement. Il est destiné à recevoir les eaux d'extinction en cas d'incendie sur cette plateforme avant évacuation vers un centre de traitement adapté.  |
| <b>Constats :</b> Un bassin muni d'un liner est présent à l'aval de la zone de stockage.<br><br>Toutefois, les inspecteurs ont observé que ce liner était percé en plusieurs endroits par des arbustes, ce qui le rend inefficace pour collecter les eaux d'extinction en cas d'incendie.<br>De même, une vanne de sectionnement est présente entre le bassin et l'Orne mais aucun équipement permettant sa manœuvre n'a été identifié à proximité. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si la vanne était en position ouverte ou fermée. Il a indiqué qu'aucune consigne d'utilisation en cas d'incendie n'avait été rédigée.<br><br>Les inspecteurs ont noté que le stock de pneumatiques était limité le jour de l'inspection. La plupart des alvéoles étaient presque vides mais une quantité importante de résidus de pneumatiques a pu être observée au sol. En cas de forte pluie, ces résidus pourraient être entraînés gravitairement vers le bassin de collecte des eaux incendie puis soit obstruer le séparateur d'hydrocarbure placé entre le bassin et l'Orne, soit rejoindre directement la rivière.<br><br>L'exploitant doit procéder dans un délai maximal de 3 mois à la réfection du liner du bassin de collecte des eaux incendie. Dans l'attente, le stock sera limité au strict nécessaire et des dispositions seront prises pour le fragmenter de sorte à empêcher la propagation d'un incendie à l'ensemble du stock.<br>L'exploitant doit également préciser, par exemple à l'aide d'une consigne, les conditions d'utilisation de la vanne de sectionnement. Il doit également acheminer à proximité les équipements nécessaires à sa manœuvre et la munir d'une signalisation permettant de savoir si elle est ouverte ou non.<br>Enfin, l'exploitant doit procéder à l'entretien régulier de l'aire d'entreposage des pneumatiques. A cet effet, un premier nettoyage de l'aire sera réalisé dans un délai maximal d'un mois. |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle : pollution des sols et des eaux - entretien**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien des dispositifs de traitement d'eau   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bassins de décantation font l'objet d'un curage régulier. Les dispositifs de piégeage et de traitement des hydrocarbures devront être vidangés et curés régulièrement. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du fonctionnement du dispositif d'obturation. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspection. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a confirmé son engagement, pris en 2019, de réaliser un entretien annuel de ses séparateurs d'hydrocarbures (« tous les ans à période fixe (février) »).<br><br>Le dernier nettoyage des deux séparateurs d'hydrocarbures du site ont été réalisés par l'entreprise MADELINE le 20/11/2020. Le bon d'intervention et le bordereau de suivi des déchets ont été présentés.<br>Le prochain est programmé le 1er juillet 2022, soit plus de 18 mois après le précédent.   |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : pollution des sols et des eaux - bassins de collecte**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bassins de collecte  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des eaux de ruissellement est dirigé, via la topographie du site, vers le bassin de décantation positionné en limite nord du site, le long de l'Orne.<br><br>Ce bassin est équipé d'une cloison siphonide pour le piégeage des hydrocarbures, de 3 compartiments et de roseaux dans le dernier,  |
| <b>Constats :</b> Le bassin comporte trois parties et les effluents provenant du dernier compartiment transitent par un séparateur en béton à cloison siphonide avant rejet dans l'Orne.<br><br>Les inspecteurs ont constaté que le premier des compartiments étaient à sec, qu'il présentait un volume utile très réduit et qu'une tranchée avait été creusée pour le relier directement au 3ème et dernier compartiment. L'exploitant a indiqué qu'il ignorait pourquoi ce fossé avait été creusé.<br><br>L'exploitant doit rétablir sous 3 mois la séparation entre le premier et le dernier compartiment du bassin de décantation pour éviter que les eaux de ruissellement chargées en matières en suspension ne rejoignent directement ce dernier. Il doit également procéder à un curage du premier bassin pour restituer un volume suffisant |
| <b>Observations :</b> SO   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - bilan de surveillance des rejets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan de surveillance du rejet dans l'Orne  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les résultats sont communiqués à l'inspection sous forme d'un bilan annuel également transmis au gestionnaire de l'usine de production d'eau potable de Louvigny.  |
| <b>Constats :</b> Le bilan annuel, pour 2020 et 2021, n'a pas été adressé<br><br>L'exploitant doit adresser à chaque début d'année le bilan annuel de la surveillance des rejets dans l'Orne à l'inspection des installations classées et au gestionnaire de l'usine de production d'eau potable de Louvigny. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |

**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - comité local d'information

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 45   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, comité local d'information  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un comité local d'information relatif à l'avancement de la remise en état du site et à sa surveillance environnementale est mis en place. Une réunion se tient périodiquement à l'initiative de l'exploitant   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le CLI ne s'était pas encore réuni. Il considère que les contacts régulier avec la mairie de Feuguerolles répond à cette obligation d'information.<br><br>Les inspecteurs ont rappelé que la liste des membres du comité, précisée à l'article 45 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2017, comprenait également l'agence régionale de santé, les riverains du site, les associations de protection de l'environnement et le gestionnaire de l'usine de production d'eau potable.<br><br>L'exploitant doit réunir avant la fin de l'année 2022 le comité local d'information. Cette réunion pourra être l'occasion de définir la fréquence des réunions. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |



**Nom du point de contrôle :** pollution des sols et des eaux - stationnement et ravitaillement des engins

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2017, article 32.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stationnement et ravitaillement des engins  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les engins travaillant au remblaiement ne stationnent pas sur le lieu de travail en fin de journée, mais rejoignent l'aire de stationnement imperméabilisée des engins de la carrière. Tout ravitaillement et/ou entretien des engins (utilisation des lubrifiants) est interdit en dehors de l'aire de ravitaillement des engins.   |
| <b>Constats :</b> L'aire est bitumée et située à côté de l'atelier. L'exploitant a confirmé que l'ensemble des engins y étaient stationnés en fin de journée.<br><br>Toutefois, les inspecteurs ont relevé que les effluents, répandus accidentellement ou non, sont dirigés vers un fossé en terre sur un côté de l'aire puis se déversent par surverse (à 50 cm du fond du fossé) dans une buse qui, selon l'exploitant, rejoint un séparateur d'hydrocarbures.<br><br>Cette situation est contraire aux dispositions de l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2017 qui précisent que « le ravitaillement et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée d'un caniveau et reliée à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. »<br><br>L'exploitant doit réaliser un caniveau périphérique étanche capable de faire transiter l'intégralité des effluents transitant sur l'air . En outre, afin de ne pas saturer le séparateur d'hydrocarbure situé avant le rejet dans l'Orne ou ne pas polluer les bassins en cas d'accident de dépotage. En application des dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié une solution de vanne, ou équivalent, devra également être mis en place pour permettre de collecter les effluents accidentellement répandus avant qu'ils ne rejoignent le réseau.<br><br>Un diagnostic de pollution des sols devra être effectué soit avant la réalisation du collecteur étanche soit après son abandon en fin d'exploitation. Si le diagnostic met en évidence une pollution, une dépollution sera engagée immédiatement. |
| <b>Observations :</b> SO  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |